

et politiques du moment. L'ottomanisation de la justice durant la première moitié du xvi^e siècle, analysée par Nelly Hanna, se heurta à une forte résistance à la fois dans la population et auprès des cadis. Mais le modèle impérial, grâce à la souplesse qu'il permettait dans l'application de la loi et l'exercice de la justice, finit par être intégré dans la société égyptienne au prix d'une importante adaptation. L'introduction du système ministériel en 1878, étudiée par Younan Labib Rizk, se traduisit par des transformations importantes, non prévues au départ. Enid Hill, en retraçant l'évolution du système judiciaire à partir de Muḥammad 'Alī (« Courts and the Administration of Justice in the Modern Era »), montre comment les transformations ont pu répondre à la fois à l'évolution interne de la société et à des incitations extérieures. Raouf Abbas Hamed (« The *Siyasatname* and the Institutionalization of Central Administration Under Muhammad Ali ») montre comment les changements ont pu affecter différemment l'administration selon le niveau : rapides et profonds à la tête auprès de la nouvelle élite turco-albanaise, lents et partiels par contre, à la base, parmi les anciens fonctionnaires.

Ce petit ouvrage a de multiples mérites. Il apporte ainsi quelques données nouvelles dans des domaines précis. Les recherches menées par Mohsen Shuman font reculer la date de l'introduction de l'*iltizām* en Égypte de trois quarts de siècle et laissent entendre que les Ottomans reprirent partiellement une pratique déjà courante sous les Mamelouks. L'étude de Nelly Hanna contribue à une meilleure connaissance du fonctionnement des institutions judiciaires aux xvi^e et xvii^e siècles. Mais cet ouvrage est aussi très stimulant. Par les nombreuses idées reçues qu'il remet en cause, il suscitera sans doute des débats salutaires. Par les comparaisons qu'il suggère à travers les siècles (à titre d'exemple, la promulgation du *qānūnnāme* de 1525 et du *siyasatname* de 1837), par les interrogations qu'il pose (par exemple, autour de la notion d'État minimum tel qu'il semble avoir fonctionné au xvi^e siècle, ou du rôle des organisations communautaires), par les zones d'ombre qu'il relève au passage (notamment sur le fonctionnement de groupes sociaux peu intégrés tels que les paysans ou les nomades), il ne manquera pas d'ouvrir la voie à de prometteuses recherches.

Michel TUCHSCHERER
(IREMAM-Université de Provence)

Aḥmad b. Muḥammad al-ḤAMAWĪ, *Faḍā'il salāṭīn Banī 'Uṭmān*, par Muḥsin Muḥammad Ḥasan. Le Caire, Dār al-kitāb al-ḡāmi'i, 1993. 195 p.

Cet ouvrage propose l'édition d'un manuscrit qui fait l'apologie de la dynastie des Ottomans. La rédaction du texte a été achevée fin ṣafar 1095/mi-février 1684. L'unique copie de ce document est actuellement conservée dans la bibliothèque d'al-Azhar sous le numéro 5/426, sous forme d'un texte d'une belle écriture *nashī* de soixante-dix pages. Elle n'est pas de la main de l'auteur, mais de celle d'un copiste postérieur et datée de 1191/1777. D'après les quelques rares informations rassemblées par l'éditeur, l'auteur occupait la fonction de mufti hanéfite et enseignait dans la Madrasa Sulaymāniyya du Caire, bâtiment édifié par Sulaymān

pacha alors qu'il gouvernait l'Égypte de 1525 à 1538. Selon toute vraisemblance, la notoriété d'al-Ḥamawī était restée fort limitée. Il n'a guère retenu l'attention des biographes de son temps, mis à part Ğabartī qui ne lui consacre d'ailleurs qu'une très brève notice. Il est cependant l'auteur d'une quinzaine d'ouvrages : recueils de *fatwā*-s, gloses sur des commentaires, ouvrages de *fiqh*. Ils sont pour la plupart conservés à la bibliothèque d'al-Azhar, d'après la liste que dresse l'éditeur du manuscrit dans son introduction (p. 16).

Ḥamawī a composé cette apologie à la gloire des sultans ottomans en trois parties. Dans la première, il rassemble quelques hadiths portant sur les *Rūm* (Byzantins). La suivante est consacrée aux quatre premiers versets de la sourate des Byzantins. À travers les commentaires accompagnant ces citations, Ḥamawī s'efforce de démontrer que les *Rūm* étaient appelés à jouer un rôle particulièrement éminent dans l'islam et suggère que les Ottomans en ont été les héritiers. Il joue sur l'ambiguïté du terme « *Rūm* » signifiant les Byzantins dans le contexte des citations, mais utilisé de son temps pour désigner plus précisément les Turcs. Dans la dernière partie, la plus longue de son œuvre, l'auteur rappelle d'abord les origines de la dynastie des Ottomans. En cela, il reprend assez fidèlement la version qu'en a donnée le chroniqueur mecquois du xvi^e siècle, Quṭb al-Dīn al-Nahrawālī, dans son *Kitāb al-i'lām bi-a'lām bayt Allāh al-ḥarām*. Puis il énumère successivement ce qu'il appelle les vingt vertus de la dynastie des Ottomans. Outre leurs capacités à faire régner la sécurité et la justice dans leurs domaines et à inspirer le respect de leurs sujets, Ḥamawī insiste sur deux points : l'intérêt des sultans d'Istanbul pour les Lieux saints de l'islam d'une part, leurs conquêtes à travers les Balkans et l'extension considérable du domaine de l'islam d'autre part.

Par cette apologie des sultans d'Istanbul, Ḥamawī, en cette fin du xvii^e siècle, s'inscrit dans une tradition de chroniqueurs et d'apologistes. Michael Winter, dans *Egyptian society under Ottoman rule*, en dresse une liste non exhaustive des principaux représentants en Égypte. Si, au début de la conquête de l'Égypte, les Ottomans s'étaient heurtés à une assez vive hostilité de la part des lettrés et de l'élite religieuse, ils ne tardèrent cependant pas à recevoir de fermes soutiens de la part de ces mêmes milieux. L'épître de Ḥamawī se singularise cependant quelque peu par rapport aux autres écrits de ce genre. Comme *mudarris* hanéfite dans une institution fondée par les Ottomans, il est directement bénéficiaire de l'attention de cette dynastie, dont le rite officiel est le hanéfisme, envers les ulémas. On comprend donc son insistance à souligner la générosité des sultans. Résidant au Caire, même si son nom laisse deviner des origines syriennes, Ḥamawī insiste sur l'attention que portent les Ottomans aux Lieux saints de l'islam, politique qui contribue alors largement à fonder la légitimité des souverains d'Istanbul aux yeux de leurs sujets musulmans. L'Égypte, à travers ses contributions en espèces et en nature, supporte l'essentiel du poids des largesses ottomanes en faveur de La Mecque et Médine. Ḥamawī les rappelle brièvement, puis énumère les principaux travaux entrepris par les sultans d'Istanbul au Hédjaz depuis leur conquête en 1517.

L'intérêt de Ḥamawī pour les actions des Ottomans dans les Balkans est plus inattendue. Il s'appesantit sur les places conquises sur les chrétiens du *dār al-ḥarb*. Il souligne la capacité des Ottomans à maintenir les croisés loin du domaine de l'islam. C'est là le signe que ce traumatisme historique reste toujours présent dans cette société de la fin du xvii^e siècle. Mais

le propos de Ḥamawī prend tout son sens lorsqu'on se souvient que les Ottomans, au moment de la rédaction de ce texte, sont confrontés à de sérieuses difficultés en Europe centrale où, selon ses propres termes, « plusieurs des sultans des infidèles mécréants se sont alliés pour extirper les musulmans » (p. 109). Écrite début 1684, cette phrase est sans doute une discrète allusion à la défaite que les Ottomans viennent de subir devant Vienne en septembre 1683. La nouvelle avait dû entre-temps parvenir jusqu'au Caire. Aussi cette épître, rédigée début 1684, apparaît-elle aussi comme la marque d'un soutien sans réserve apporté aux Ottomans au moment où les difficultés commencent à s'accumuler pour eux face à une Europe de plus en plus dynamique. Cette prise de position pourra être très utile lorsque dans les années suivantes, à la fin du XVII^e siècle, la capacité des Ottomans à préserver le domaine de l'islam sera mise à rude épreuve par les Autrichiens, les Polonais, les Russes et les Vénitiens. Ceci aboutira aux premiers traités défavorables de 1699 et 1700 et suscitera un certain malaise au sein de l'Empire ottoman, pas tout à fait étranger à l'émergence du wahhâbisme quelques décennies plus tard.

Si ce texte fait aujourd'hui l'objet d'une édition au Caire, c'est avant tout pour justifier un regard nouveau sur l'histoire ottomane. Depuis une quinzaine d'années, celle-ci, si longtemps oubliée, voire décriée dans un Machreq dominé par le nationalisme arabe triomphant, suscite un intérêt croissant, en particulier en Égypte. Des recherches prometteuses y sont entreprises par de jeunes chercheurs, comme le montre l'ouvrage collectif de Nelly Hanna, recensé dans ce même volume. Cependant l'intérêt de Muḥsin Muḥammad Ḥasan, l'éditeur de ce texte, semble se situer ailleurs. « Si l'on avait permis à ce califat islamique de se maintenir, nous ne serions pas là où nous sommes aujourd'hui », affirme-t-il dans sa longue introduction (p. 9). Sur une soixantaine de pages, il se livre à une longue présentation historique des Ottomans depuis la prise de Constantinople « sous l'étendard du *ḡihād* » jusqu'au règne de Mehmed IV (1648-1687), dont Ḥamawī était le contemporain. Cette introduction est dépourvue de tout intérêt. Non seulement elle n'apporte aucune aide pour la compréhension du document publié, mais en outre elle accumule les erreurs et les interprétations sans fondement. Ainsi, à titre d'exemple p. 30, l'éditeur affirme que Mehmed II, après la conquête de Constantinople, « appela la ville Islāmbūl dont le nom fut ensuite déformé en Istāmbūl ». Or le terme d'Istanbul, d'origine grecque, n'avait rien de nouveau à cette époque. Dès le XII^e siècle, il était mentionné dans des sources arméniennes, puis employé couramment par les Seljoukides de Konya. Mehmed II ne fit que reprendre le terme d'Istanbul, transformé par un jeu de mots en Islāmbūl. Mais la dénomination déjà ancienne d'Istanbul et même celle de Qusṭanṭīniyya demeurèrent, en particulier dans les documents officiels ottomans et sur les monnaies. La légende du califat transmis par l'abbasside al-Mutawakkil III à Sélim lors de la conquête de l'Égypte est tenace. Nous la retrouvons ici dans cette introduction, p. 54. L'éditeur n'a pas relevé qu'elle est en contradiction avec le texte de Ḥamawī qu'il publie et qui affirme pourtant que seul « le siège du sultanat était transféré du temps de Sélim du Caire à Istanbul, où demeurent jusqu'à nos jours (1684) ceux du sultanat islamique et de la dynastie ottomane » (p. 144).

L'ouvrage proposé par Muḥsin Muḥammad Ḥasan se termine par la publication d'une liste sans grand intérêt des sultans ottomans, des grands vizirs, des *ṣayḥ al-islām* et des *qāpūdān*

(amiraux) depuis les origines jusqu'au milieu du XIX^e siècle. Elle est tirée d'un manuscrit rédigé en 1267/1850 par un certain Ḥasan Abāza et conservé dans une bibliothèque en Haute-Égypte à Sohag.

Outre l'indigence de l'introduction, il faut regretter l'absence de tout index et le nombre important de fautes d'impression. Cela n'ôte rien à l'intérêt de l'épître de Ḥamawī sur « les vertus des sultans ottomans ». Elle apporte un éclairage passionnant sur la perception, par une partie de l'élite intellectuelle et religieuse du Caire, des sultans d'Istanbul à la fin du XVII^e siècle.

Michel TUCHSCHERER
(IREMAM - Université de Provence)

Palmira BRUMMETT, *Ottoman Seapower and Levantine Diplomacy in the Age of Discovery*. State University of New York Press, 1994. xiv + 285 p., 7 ill.

S'élevant contre l'image d'un Empire ottoman vivant sur son économie agraire et exclu de la modernité, l'auteur plaide que l'État et sa classe militaire de notables ont été dotés d'« intentionnalité économique », le système despotique n'empêchant pas les particuliers d'investir dans le commerce international. Le cadre chronologique adopté pour la démonstration est celui des années 1500-1520, qui voient Bayezid II puis Sélim I^{er}, candidats à l'hégémonie sur l'espace compris entre Venise et l'océan Indien, investir les issues levantines du négoce oriental. La conquête de celles-ci par Sélim I^{er} couronne un grand dessein, dans lequel est venu interférer un prétendant imprévu, Châh Ismâ'il, et qui défie la domination portugaise dans l'océan Indien.

Dans la première partie du volume (p. 21-121) sont tracés les rapports de force et relations diplomatiques des puissances impliquées, puis le développement naval promu par Bayezid II (on pourrait ajouter à la bibliographie l'article de Kissling, « Betrachtungen über die Flottenpolitik Bayezids II », *Saeculum*, 1969). Dans une seconde partie, plus courte « Négociants, marchandises et zones de commerce » (p. 123-174), P. B. inventorie les secteurs d'activité économique ottomans autres que la circulation des épices : commerce des grains en Méditerranée, objet de nombreux travaux ; soie de Brousse, étudiée pour la période retenue par H. Inalcık ; cuivre, moins connu. Les pages les plus personnelles de cette seconde partie analysent les *muda* vénitiennes à Alexandrie et Beyrouth de 1501 à 1516. Une des déceptions du lecteur est de ne pas voir apparaître, individualisés, ces notables militaires spéculant sur le marché international dont l'existence est un argument-clef de la thèse soutenue. Et, le point fait sur l'exportation des blés de Turquie et l'importation de la soie des provinces caspiennes, on ne perçoit pas où résiderait la nécessité d'une poussée vers la mer Rouge qui aurait été une des hautes pensées de Sélim.

Sélim n'est pas, malheureusement pour l'auteur, le type idéal du souverain mû par des calculs économiques. L'urgence pour l'État ottoman était d'éliminer la contamination du